



Brain-be

Belgian Research Action through Interdisciplinary Networks

# POLICY BRIEF

Policy Brief n° 4

## REGUIDE – A Holistic, Restorative, and Gendered Approach to Guide Returnees to their Home Country: a view on the socio judicial pathways

Le projet de recherche REGUIDE s'est donné pour ambition de développer une approche holistique, réparatrice et genrée de la problématique de la réintégration des returnees dans la société belge. Dans le cadre de ce projet, l'INCC était en charge d'identifier les leviers et les freins dans les parcours de réinsertion sociale des returnees à la suite de leur condamnation ; et ce, à deux niveaux d'analyse : d'une part, au niveau des processus décisionnels des différents acteurs du système d'administration de la justice pénale intervenant dans les parcours socio-judiciaires et, d'autre part, au niveau des différentes sphères de vie des justiciables

La présente note de synthèse décrit les résultats obtenus sur la base d'une analyse, d'une part, des données contenues dans la base de données commune vis-à-vis de la population des returnees et d'autre part, du contenu d'un échantillon de dossiers tenus par les assistants de justice relativement aux parcours socio judiciaires des returnees en situation de probation. Il ressort de l'analyse que (1) le nombre de personnes concernées par une réintégration en Belgique est relativement restreint, environ une centaine de personnes, (2) la majorité de ces personnes sont actuellement libres en Belgique, bien que certaines soient encore sous contrôle judiciaire, (3) les parcours socio-judiciaires des returnees sont extrêmement diversifiés, (4) des obstacles à la réinsertion résultent d'actions administratives ou socio judiciaires prises à leur égard, (5) même si un soutien privilégié et spécifique a été mis en place pour eux, (6) les mesures socio judiciaires imposées sont généralement bien respectées par ces justiciables, (7) la famille est généralement un acteur très investi dans le soutien à la réinsertion, même si leur apport n'est pas toujours considéré à sa juste valeur par les autorités, (8) au niveau personnel, beaucoup de returnees souffrent de situations de stress post traumatique et peinent à une réinstallation professionnelle, notamment en raison de leur condamnation pour une infraction terroriste enregistrée dans le casier judiciaire.

## Questions de recherche

Les questions de recherche traitées sont :

- Combien de personnes sont concernées par un processus de réinsertion en Belgique après un séjour dans une zone de conflit ?
- Quel a été le parcours socio judiciaire des personnes concernées ?
- Quels sont les leviers et les freins sur les parcours de réinsertion, qui résultent de l'action des acteurs socio judiciaires ?
- Quelles difficultés rencontrent les returnees dans leur processus de réinsertion ?

### BRAIN-be

La recherche «A Holistic, Restorative, and Gendered Approach to Guide Returnees to their Home Country: a view on the socio judicial pathways » (REGUIDE) est financée dans le cadre du programme [BRAIN-be](#) de la Politique scientifique fédérale (BELSPO).

BRAIN-be est un programme de recherche pluriannuel lancé par BELSPO en 2012. Il renforce la base scientifique pour l'élaboration des politiques ainsi

## Principaux résultats

Le nombre de personnes concernées par un processus de réintégration en Belgique après un voyage en zone de conflit djihadiste est limité et tourne autour de la centaine. La majorité de ces personnes sont aujourd'hui libres, certaines d'entre elles étant encore soumises à un contrôle judiciaire. Les mesures socio judiciaires imposées sont généralement bien respectées par les returnees, notamment grâce au soutien de leur famille. Les parcours socio judiciaires sont néanmoins très diversifiés et dépendent parfois d'aléas relatifs à la juridiction de jugement. On retrouve dans l'action des acteurs socio judiciaires à l'égard de cette population tant des freins que des supports au processus de réintégration. Parmi les éléments positifs, on peut pointer la mise en place de services spécifiques dédiés au soutien de cette population ainsi que la volonté de collaborer avec les autres acteurs. Néanmoins, certains freins viennent parfois contrecarrer le processus et plus particulièrement, les décisions de déchéance de nationalité, l'inscription au casier judiciaire de l'infraction terroriste, le gel des avoirs en banque, les contrôles intempestifs. Au niveau personnel, on constate dans cette population une certaine vulnérabilité psychologique.

## Conclusion et recommandations

D'importants moyens ont été mobilisés ces dernières années pour encadrer ce public. Sur le terrain, les professionnels se sont progressivement familiarisés avec l'approche multi-agences, en reconnaissant à la fois ses apports et ses limites. Pour certains, les dispositifs mis en place à l'égard des returnees – et plus largement des personnes condamnées pour des faits de terrorisme ou considérées comme radicalisées par les autorités – constituent un terrain d'expérimentation prometteur, dont les bonnes pratiques pourraient, voire devraient, être étendues à l'ensemble des parcours de réinsertion de toute personne condamnée. L'analyse des dossiers de notre échantillon révèle chez ces justiciables une volonté sincère de se réinsérer. Marqués par une profonde désillusion à l'égard de ce qu'ils ont vécu durant leur séjour en zone de conflits, ils et elles ont tous fait le choix de revenir en Belgique, et leurs dossiers témoignent d'une adhésion manifeste aux valeurs démocratiques de l'État.

Malgré cela, toute une série de procédures viennent mettre à mal les processus de réinsertion sociale de ce public et les dispositions prises ces dernières années ont parfois fortement ralenti, voire compromis, le processus de sortie de prison. Nous constatons ainsi un hiatus entre d'une part, l'injonction (et la volonté) de se réinsérer et, d'autre part, les embûches concrètes entravant ce processus. Hiatus qui peut avoir finalement un effet contre productif sur la réinsertion. Ce qui nous amène à nous poser la question du sens de la peine. En effet, malgré l'acceptation de la sanction, de nombreux dossiers révèlent que les returnees éprouvent des difficultés à comprendre celle-ci ; une sanction qu'ils finissent par accepter malgré leur conviction d'être partis vers ces zones de conflit en quête de justice. Au fil de leur parcours socio-judiciaire, l'expérience de la justice belge est vécue pour beaucoup comme une nouvelle désillusion dans le sens où ils ont l'impression qu'ils ne parviendront jamais à « solder leur compte avec la justice » tant les suivis et les accompagnements dont ils font l'objet leur paraissent interminables. Enfin, au niveau politique, il est observé une certaine dissonance entre l'injonction de réinsertion (qui est adressée tant aux returnees qu'aux professionnels de terrain) et la crainte persistante de permettre un retour dans notre société à des personnes qui représenteraient un risque pour la sécurité nationale et qui ne seraient potentiellement pas en accord avec les valeurs démocratiques européennes. Cette dissonance entrave donc le processus de désistance tertiaire qui

que la stratégie et le potentiel des Établissements scientifiques fédéraux (ESF).

BRAIN-be prend en charge des projets à partenaire unique ou en réseau, d'une durée de 2 ou 4 ans. La sélection des projets repose sur l'excellence scientifique et la réalisation des priorités de recherche nationales ou internationales ainsi que sur des besoins de la politique fédérale.

BRAIN-be couvre un large spectre de recherches thématiques allant des sciences de la vie à la gestion du patrimoine culturel en passant par un certain nombre de défis sociétaux.

Le projet REGUIDE fut coordonné par le département de sciences sociales de la Vrije Universiteit Brussel (VUB), et mené conjointement par le département de sciences politiques, le RHEA- Expertise centrum Gender, Diversiteit en Intersectionaliteit, la faculté de psychologie et de sciences de l'éducation, le Centre Interdisciplinaire de Recherches en Droit Constitutionnel et Administratif de l'Université Catholique de Louvain (site Saint Louis), le Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre (IMMRC) de la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) et la Direction Opérationnelle Criminologie de l'Institut National de Criminologie et de Criminologie (INCC).

consiste à une forme de reconnaissance sociale (famille, communauté, institutions) du changement de la personne concernée et qui ne la réduise plus à son passé.

De cette recherche, les recommandations suivantes à l'égard des instances politiques peuvent être émises :

**1. Étendre les bonnes pratiques résultant du système mis en place à d'autres publics en processus de réinsertion**

Envisager d'étendre les modèles d'aide personnalisés et multidisciplinaires à toutes les personnes condamnées afin d'améliorer les résultats en matière de réinsertion. Les services d'aide spécialisés et continus destinés aux personnes libérées constituent un modèle prometteur pour des politiques de réinsertion plus larges.

**2. Éviter les mesures socio-judiciaires qui font obstacle à la réinsertion**

Réévaluer le modèle implicite de réinsertion progressive, en veillant à ce qu'il ne conduise pas à des blocages administratifs (par exemple, refus d'autoriser la libération en raison de l'absence de mesures préalables).

**3. Renforcer la coordination et la confiance entre les différentes agences**

Renforcer la confiance mutuelle et le partage d'informations entre tous les acteurs impliqués dans la réinsertion, en veillant à ce que tous les acteurs partagent leurs informations tout en se faisant confiance.

**4. Remédier aux disparités judiciaires**

Viser une plus grande cohérence judiciaire dans toute la Belgique afin d'éviter toute perception d'injustice et d'incertitude juridique parmi les rapatriés.

**5. Atténuer les obstacles administratifs et de droit civil à la réinsertion**

Veiller à ce que les mesures administratives et civiles ne contredisent pas les efforts de réinsertion.

**6. Prendre en compte le rôle de la famille dans la réinsertion**

Elaborer des programmes d'intervention axés sur la famille, offrant un soutien structuré aux familles pour les aider dans la réinsertion

**7. Renforcer le soutien psychologique et social**

Améliorer l'accès aux soins de santé mentale spécialisés, en particulier pour les personnes souffrant de traumatismes ou de troubles de stress post-conflit.

**8. Améliorer les conditions de réinsertion professionnelle**

Tenir compte de l'impact négatif d'une condamnation pour terrorisme — en particulier du casier judiciaire qui en résulte — sur les perspectives de réinsertion professionnelle d'un individu.

**9. Lutter contre la stigmatisation sociale et l'exclusion**

Promouvoir des initiatives de sensibilisation du public afin de réduire la stigmatisation et de faciliter la réinsertion sociale des rapatriés, en prévenant leur marginalisation.

Quant aux objets de recherche qui nous semblent pertinent à investiguer :

Etudier la possibilité d'étendre ces pratiques à l'ensemble de la population carcérale ;

Poursuivre l'évaluation de l'efficacité de l'approche multi-agences en Belgique, en identifiant les domaines dans lesquels les mécanismes de renforcement de la

confiance entre les acteurs de la sécurité, du social et de la justice doivent être améliorés ;

Mener des études qualitatives sur les effets des mesures prises par les parties prenantes, en particulier les conséquences imprévues du retard dans l'accès aux mesures de réinsertion essentielles ;

Mener des analyses comparatives des pratiques juridiques francophones et néerlandophones afin de déterminer si les différences de peines découlent de la culture professionnelle ou de politiques institutionnelles ;

Evaluer l'impact du retrait des permis de séjour, de la déchéance de nationalité et du gel des avoirs sur la stabilité à long terme et l'intégration sociale des rapatriés. .

Explorer les effets psychologiques à long terme de l'exposition à une zone de conflit et de la détention sur la santé mentale des returnees ;

Etudier la relation entre les antécédents de détention et la réinsertion professionnelle, en particulier le rôle des mesures alternatives dans l'amélioration des perspectives d'emploi.

Etudier la perception sociale des rapatriés, en particulier au sein des communautés musulmanes et du grand public.

## En savoir plus

Remacle, C., Detry, I., Jeuniaux, P. & Mine, B. (2025). « La réinsertion sociale des returnees sous le prisme de l'approche multi-agences en Belgique ». *Criminologie*, 58 (1), pp.129-156.

Remacle, C., Detry, I., Mine, B. & Jeuniaux, P. (2025). Re-insertie trajecten van returnees in België. Een analyse op basis van dossiers van justitieassistenten en de gemeenschappelijke databank, Research report n°63 b, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, 144 p.

Remacle, C., Detry, I., Mine, B. & Jeuniaux, P. (2025). Parcours de réinsertion sociale des returnees en Belgique. Une analyse au départ de dossiers des assistants de justice et de la banque de données commune, Rapport de recherche n°63 a, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, 140 p

Detry, I., Remacle, C., Jeuniaux, P. & Mine, B. (2025). « Ceci n'est pas un returnee, ... ». *Revue de droit pénal et de criminologie*, 6, pp.646-673.

Remacle, C., Detry, I., Mine, B. & Jeuniaux, P. (2023). De sociaaljuridische trajecten van terugkeerders in België : stand van zaken van de betrokkene actoren en van de bestaande procedures, Onderzoeksrapport n°55 b, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Operationele Directie Criminologie, 84 p.

Remacle, C., Detry, I., Mine, B. & Jeuniaux, P. (2023). Les parcours socio-judiciaires des returnees en Belgique : état des lieux des acteurs impliqués et des procédures mises en place, Rapport de recherche n°55 a, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, 86 p.

# Contacts

Remacle, Coline et Detry, Isabelle

Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) / Direction Opérationnelle Criminologie

[Coline.remacle@just.fgov.be](mailto:Coline.remacle@just.fgov.be) et [Isabelle.detry@just.fgov.be](mailto:Isabelle.detry@just.fgov.be)